

ont préféré mettre l'accent sur la nécessité de poursuivre des négociations progressives, que ce soit sur la réduction des armements stratégiques et classiques, ou sur une interdiction complète des essais nucléaires, et ils ont fixé pour ces pourparlers des critères de réussite très élevés. Le mot d'ordre a été "réalisme".

Il existe trois facteurs clefs dont le Canada doit particulièrement tenir compte dans l'élaboration de ses politiques en matière de relations Est-Ouest : l'opinion publique, ses relations avec ses alliés, et ses relations avec l'Union soviétique. Nous aborderons plus loin les changements observés dans l'opinion publique, mais nous pouvons tout de suite mentionner que les sondages révèlent l'existence d'une grande incertitude sur l'attitude la plus indiquée pour le Canada face à l'amélioration récente des relations Est-Ouest. Le gouvernement peut être sûr que la population appuie l'adhésion du Canada à l'OTAN, bien qu'elle soit loin de savoir quel fardeau elle est prête à accepter à cet égard.

En ce qui concerne ses relations avec ses alliés, le Canada n'envisage aucunement de se distancer d'eux sur les grandes questions de doctrine ou de stratégie, sauf si les politiques des États-Unis semblent rompre un consensus, comme, par exemple, dans le cas de l'Initiative de défense stratégique. C'est là une attitude compréhensible. Il y a malgré tout place pour un point de vue canadien. La situation stratégique de notre pays est très différente de celle d'autres alliés; c'est un fait que le Livre blanc sur la défense (1987) s'efforce dans une certaine mesure de reconnaître, mais dans la documentation officielle, il n'existe pas grand-chose sur les négociations concernant les armes stratégiques, qui traduise cette réalité. Comment réagir, par exemple, face à l'impasse où les superpuissances sont enfermées relativement au décompte des missiles de croisière